

LE NOUVEL ANTIRACISME, UNE IDÉOLOGIE SANS PROGRAMME

MANIFESTATION
devant le Palais de
justice de Paris le
2 juin à l'appel du
comité Vérité et
justice pour Adama
et en soutien
au mouvement
Black Lives Matter.



Marie-Pierre Dietarte / Divergence

Au fait, que proposent les militants du comité Adama, les nouveaux antiracistes et les antisécuritaires ? Nombre d'entre eux pointent le "privilège blanc" dans la société, mais cette formule ne s'accompagne pas d'un projet politique précis.

PAR PAUL CONGE ET HADRIEN MATHOUX

Rue Louis-Blanc, X^e arrondissement de Paris. Ce mardi 9 juin, au-dessus de la voie ferrée, Assa Traoré ne se contente pas d'appeler à une nouvelle mobilisation. « *Toutes les techniques d'immobilisation doivent être interdites. On exige une réforme totale de la police. Il faut développer des formations pour les policiers, on veut la dissolution de l'IGPN et de l'IGGN [services qui inspectent la police et la gendarmerie]* », égrène, devant une haie de journalistes, la fondatrice du comité Vérité et justice pour Adama, son frère défunt.

Le temps de quelques phrases, elle dévie de la bataille judiciaire pour s'aventurer sur un tout autre terrain : celui de la politique. Un champ sur lequel elle s'exprime peu. Pourtant, la jeune femme a des convictions à revendre. Tout comme la galaxie militante qui l'accompagne, dont beaucoup de militants estiment qu'il existe un « *racisme d'Etat* » en France et se rallient au concept de « *privilege blanc* », qui ferait des personnes blanches la nouvelle noblesse de la société. Cependant, du comité Adama, de la nouvelle mouvance antiraciste et antisécuritaire en général, que sait-on des conclusions qu'ils en tirent en termes d'organisation de la vie en société ? Que sait-on des réformes qu'ils proposent ? Rien, ou si peu.

Changer tout !

« *On veut changer le système* », ambitionnent Assa Traoré et le jeune philosophe Geoffroy de Lagasnerie, coauteurs du livre *le Combat Adama* (Stock, 2019). Ce dernier formule l'idée de supprimer « *la possibilité donnée à la police de contrôler les passants, de leur demander leur identité, de les fouiller et éventuellement de les pourchasser* ». « *L'Etat ne devrait pas avoir le droit de demander aux gens ce qu'ils font là* », abonde plus tard le normilien au Point. Farouche soutien du comité Adama, présent à leurs rassemblements, Olivier Besancenot prône lui « *la fin du LBD et des*

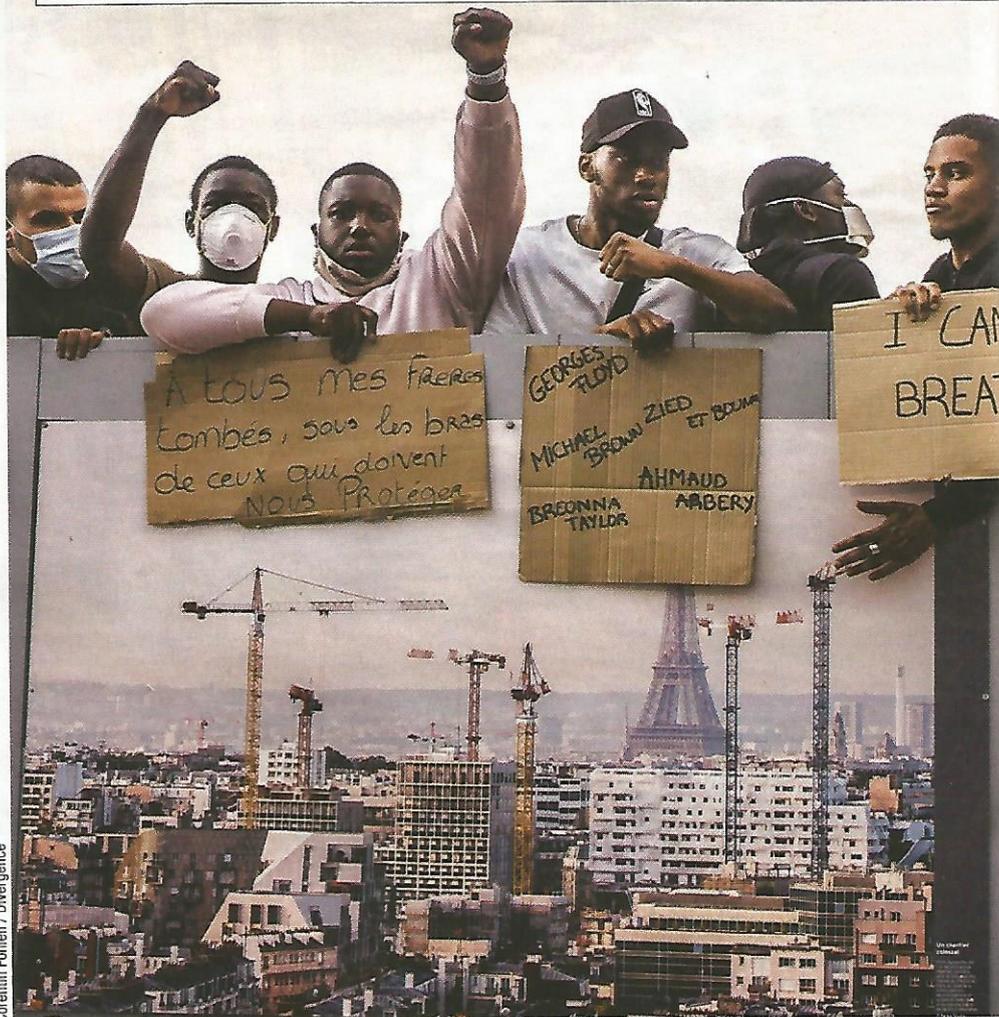
Corentin Fohlen / Divergence

UNE INSPIRATION AMÉRICAINE

Partie de Beaumont-sur-Oise en 2016, l'affaire Adama Traoré relie désormais la France aux Etats-Unis : le meurtre de George Floyd a contribué à relancer la dynamique du comité Vérité et justice pour Adama, et, lors des rassemblements, de nombreux manifestants arboraient les slogans « *Black Lives Matter* » et « *I can't breathe* » (« *Je ne peux pas respirer* », mots prononcés par George Floyd avant son décès), tandis que le comité faisait constamment référence à Floyd dans sa communication.

« *Aujourd'hui, quand on se bat pour George Floyd, on se bat pour Adama Traoré* », clamait sa sœur Assa Traoré à la foule le 2 juin. De Minneapolis à Paris, le genou à terre est également devenu un signe de ralliement pour ces militants antiracistes. Ce geste très symbolique a été effectué pour la première fois en août 2016 par le footballeur américain Colin Kaepernick. Il s'agissait déjà, à l'époque, de protester contre les violences policières aux Etats-Unis. Youcef Brakni, militant du comité, dresse, lui, des « *similitudes historiques* »

entre l'histoire esclavagiste et coloniale française et le passé ségrégationniste des Etats-Unis. Assa Traoré, qui a rencontré l'ex-militante des Black Panthers Angela Davis, met en avant les « *alliances extérieures* » à bâtir et le soutien apporté par des artistes américains (les rappers Puff Daddy et Ice-T) à son action. La presse américaine n'a quant à elle pas attendu les dernières mobilisations pour ériger la cause de la jeune militante en symbole du « *racisme systémique* » qui rongerait la France tout autant que les Etats-Unis. ■ H.M.



SOCIOGRAPHIE DES MANIFESTANTS

1%

STARS ET ORGANISATEURS

Qui sont-ils ? Le comité Adama et ses soutiens : Assa Traoré, sœur aînée du défunt, Youcef Brakni, militant décolonial, Camélia Jordana, chanteuse, Ladj Ly, réalisateur des *Misérables*.

Signe de reconnaissance : toujours placés sur le devant de la scène, micro à la main.

Référence : Geoffroy de Lagasnerie (gauche radicale).

4%

MILITANTS

Qui sont-ils ? Etudiants ou jeunes profs, ils sont antifas et graffeurs de l'Action antifasciste Paris-Banlieue, militants pour les droits des homosexuels chez Act Up ou jeunes du Nouveau Parti anticapitaliste.

Signes de reconnaissance : pancartes, stickers syndicaux en abondance sur polos griffés ou vestes kaki.

Référence : Angela Davis (égérie américaine du *black feminism*).

LYCÉENS ÉCOLOS

Qui sont-ils ? Jeunes et très sensibles à toutes les injustices sociétales. Abonnés aux marches pour le climat et aux slogans scandés en américain.

Signes de reconnaissance : cheveux colorés ou rasés, piercings parfois sur le visage. Joyeux look androgyne et bigarré, tout en jeans délavés, Converse.

Références : Virginie Despentes (écrivaine, réalisatrice), Greta Thunberg (activiste écolo).

15%

20%

LES BOBOS DE 30 ANS

Qui sont-ils ? Jeunes citadins ou habitants de la périphérie brooklynisée de Paris ou des grandes métropoles régionales.

Signes de reconnaissance : chez les hommes, chemises en jean et ourlets au pantalon ; chez les femmes, vestes en cuir en surmombre. Quelques pancartes intersectionnelles destinées aux « blanc.he.s » et beaucoup de cartons « Black Lives Matter ».

Références : Christiane Taubira (ancienne ministre), Virginie Despentes, Françoise Vergès (féministe "décoloniale").

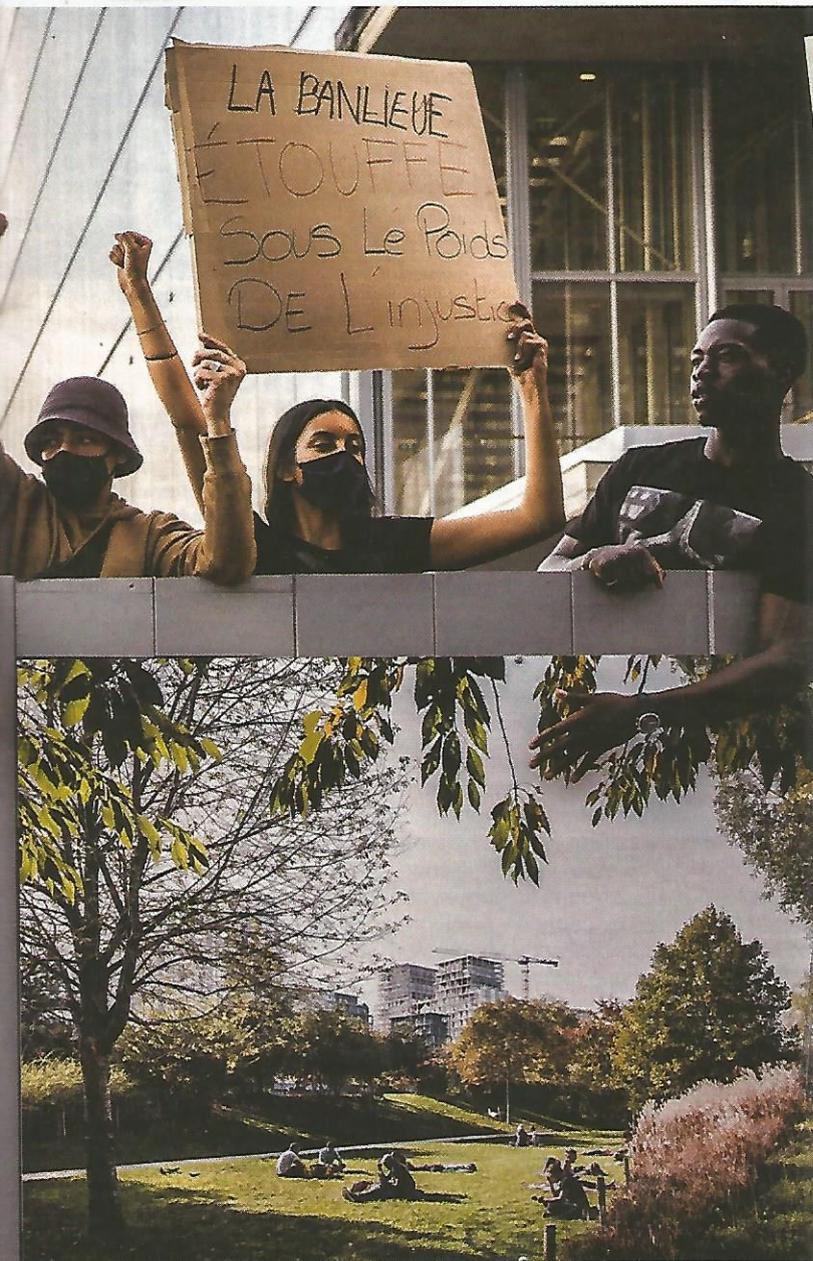
BANLIEUSARDS ENGAGÉS

Qui sont-ils ? Habitants des cités populaires.

Signe de reconnaissance : vêtements de noir et du tee-shirt siglé « Justice pour Adama ». Egalement jeans serrés, veste en cuir, survêtement et chaussures de sport.

Références : Assa Traoré (sœur aînée du défunt), Kery James (rappeur et scénariste français).

60%



grenades de désencerclement », ces armes dites sublétales utilisées pour le maintien de l'ordre. Mais ce ne sont que « des mesures transitoires, tant que la population n'aura pas de recours efficace contre l'impunité policière », développe le cofondateur du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA).

Voilà pour les bavures. Pour contrer le racisme policier, Madjid Messaoudene, coorganisateur de la marche du 10 novembre 2019 contre l'islamophobie et compagnon de route du comité Adama, veut généraliser le fameux récépissé lors des contrôles d'identité, promesse oubliée du candidat Hollande. Jugeant la hiérarchie policière « complice », >

GALAXIE MILITANTE

La bataille judiciaire entraîne dans son sillage de nombreuses revendications. Ici, le 2 juin, lors de la manifestation à Paris après une contre-expertise dédouanant les gendarmes de la mort d'Adama Traoré.

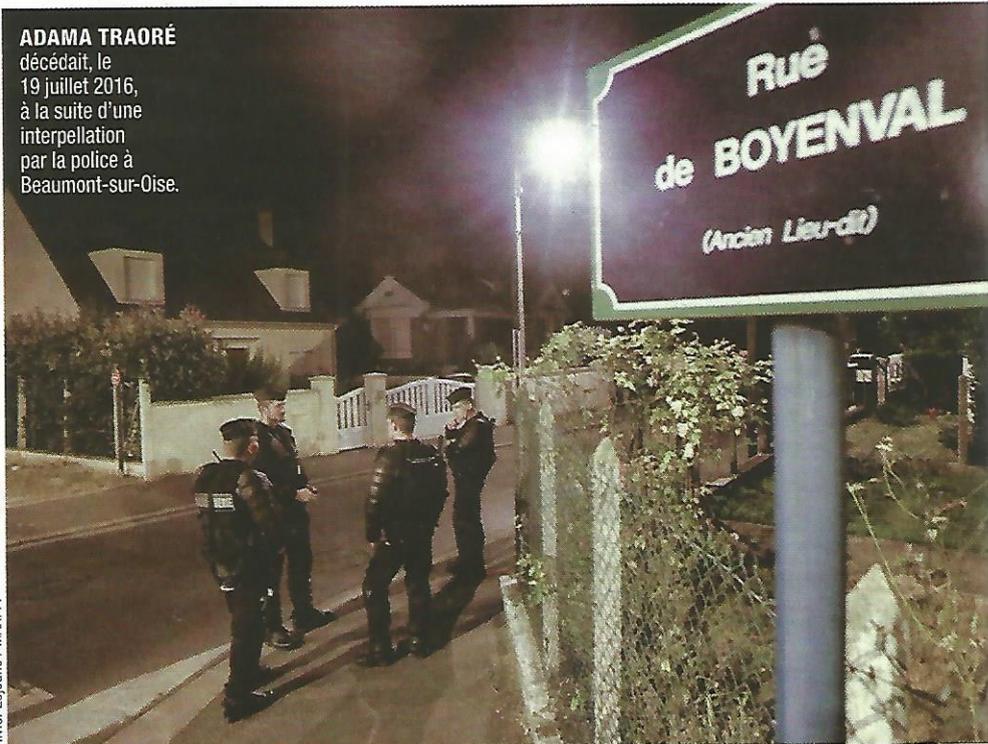
► Messaoudene, pourfendeur assumé du « *privilège blanc* », estime qu'il existe un « *accord clair, un encouragement, à tous les échelons de la police, aux comportements racistes* ». Partant de là, l'élu au conseil municipal de Saint-Denis réclame que la police « *fasse le ménage* ». Dès l'école de police, « *il faut, glisse-t-il, insister sur le fait de ne pas discriminer les gens* ».

L'école... et après ?

Mais comment dissoudre plus globalement le racisme s'il est, comme l'estiment les protestataires, à ce point « *systémique* » dans l'Etat et la société ? Beaucoup de figures de l'antiracisme politique n'ont pas répondu à nos sollicitations. A lire leur œuvre, leur boîte à idées ne semble pas déborder. Si ce n'est sur la question scolaire. Pour Traoré et Lagasnerie, la police et l'école sont deux faces d'une même pièce, ayant pour but « *l'élimination sociale des Noirs et des Arabes* », phosphore le second, pour qui « *la mort d'Adama est le résultat d'un système de pointage du doigt qui commence dès le plus jeune âge, notamment à l'école* ». Pour remédier à ce sentiment de relégation, Assa Traoré suggère d'« *apprendre la sociologie et l'ethnologie* » aux professeurs des quartiers. Le but : qu'ils puissent ingérer les « *codes* » des parents et des enfants d'origine étrangère... car « *on ne parle pas à une famille turque comme à une famille sénégalaise* ». En somme, une école multiculturaliste. L'ancien n° 1 du NPA préconise, lui, d'enseigner « *l'histoire* » et en particulier que « *le racisme a été inventé pour justifier l'entreprise coloniale et esclavagiste* ». M. Messaoudene rêve, lui, d'« *ateliers antidiscrimination dès la primaire, pour déconstruire ces discours [racistes] dès le plus jeune âge* ».

Les tenants de l'antiracisme politique ont plus de mal à s'attaquer au fameux « *racisme systémique* », qu'ils estiment profondément ancré dans les logiques institutionnelles et qui serait perpétué insidieusement à tous

ADAMA TRAORÉ
décédait, le
19 juillet 2016,
à la suite d'une
interpellation
par la police à
Beaumont-sur-Oise.



Olivier Lejeune / MAXPPP



Julien Mattia / NurPhoto / AFP

“PRIVILÈGE BLANC”, LEUR MOT DE RALLIEMENT

« *prérogatives* », « *bénéfices* » dont jouissent les « *Blancs* » sans en avoir conscience. On peut y voir aussi un clin d'œil à l'Ancien Régime, sauf que, cette fois, le tiers état est représenté par les personnes « *racisées* » – comprendre non blanches, dans le bréviaire antiraciste –, tandis que toute personne blanche est assimilée... à une nouvelle noblesse. La théoricienne qui a donné sa popularité au concept de « *privilège blanc* », Peggy McIntosh, est une féministe (blanche) qui entreprit en 1988 de répertorier ses 26 « *privilèges* » : ne pas être renvoyée en permanence à sa race dans les situations du quotidien, être entourée de personnes de sa couleur de peau si elle le souhaite, etc. Le « *privilège blanc* » pose

toutefois certains problèmes : plutôt qu'un avantage indu à supprimer, ne constitue-t-il pas un droit à faire valoir pour toute personne humaine ? De plus, de nombreux « *privilèges* » listés par Peggy McIntosh, comme l'accès aux quartiers aisés, semblent davantage découler de son statut social, ce dont l'intéressée, issue de la grande bourgeoisie américaine, ne semble pas avoir conscience. De sorte que le « *privilège blanc* », en postulant que tout Noir est par essence une victime et tout Blanc un oppresseur, contribue à l'effacement partiel de la question sociale. Invoqué par des progressistes membres des classes supérieures, il exige un étalage de vertu pénitente, mais ne bouscule pas l'ordre établi. ■ H.M.

POURQUOI LES JEUNES ADHÈRENT

À vis aux Blancs et aux moins blancs qui souhaitent s'informer: le podcast (contenus audio) « Sans Blanc de rien » a édité un guide pour « prendre conscience de ses privilèges » et « devenir un allié » des minorités. Il y a aussi « Kiffe ta race », série de podcasts présentés par Rokhaya Diallo et Grace Ly, dans lesquels elles invitent à « checker [ses] privilèges blancs » et à découvrir le concept de « blanchité » en compagnie d'Eric Fassin, sociologue. Ou encore cette liste gratinée d'« avantages » qu'il y a à être blanche en France, lancée par la blogueuse féministe Fiona Schmidt (« quand je salue un.e inconnu.e, il/elle sursaute rarement »; « je ne suis pas mal à l'aise à l'Opéra »). Immense succès viral. Au bout de la ligne: des centaines de milliers de jeunes issus de la génération Z (nés entre 1997 et 2012). Pourquoi eux? Peut-être en partie parce que cette tranche d'âge est dopée aux superproductions américaines et à leur vernis engagé dont Netflix a le secret. De la série « Dear White People », dont le personnage principal – une étudiante noire – fait face aux préjugés racistes de son campus, à Hello, *Privilege. It's Me, Chelsea*, un documentaire sur une humoriste américaine qui met en scène les avantages dont les Blancs bénéficieraient. « Une vision du monde qu'ils appliquent inévitablement à leur quotidien », observe Jean-Loup Amselle, anthropologue. Et qui produit une globalisation des luttes sans forcément interroger son bien-fondé. » « Une socialisation politique se construit à l'occasion de ces manifestations entre jeunes lambda et mouvements racistes », analyse Manuel Boucher, professeur de sociologie à l'université de Perpignan et auteur de *Radicalités identitaires* (L'Harmattan). « Cette jeunesse s'est d'abord mobilisée par émotion. Si elle finit par souscrire aux théories racistes, c'est davantage par naïveté. Mais aussi par l'habileté de ceux qui tiennent ce commerce raciste en usant d'homologie entre la culture américaine, dont ces jeunes sont friands, et la culture française. » Understood? ■ A.C.



Assa Traoré
LA PASIONARIA



Geoffroy de Lagasnerie
L'INTELLO

Youcef Brakni
L'ACTIVISTE



LES STARS DU MOUVEMENT



Taha Bouhafs
LE PRO DE L'AGITPROP



Rokhaya Diallo
LA FÉMINISTE DÉCOLONIALE

les niveaux de l'Etat. Comment se défaire de cette hydre? « Avec trois mesures, on ne va pas réduire le racisme endémique », concède Madjid Messaoudene, qui fixe comme objectif d'« obliger » l'Etat à s'y opposer. De quelle façon?

En creusant au sein des multiples textes signés par cette mouvance idéologique, on trouve une demande d'introduction des statistiques ethniques. Un appel « pour une République multiculturelle et postraciale », en 2010, cosigné par plusieurs antiracistes inspirés par le modèle américain comme Rokhaya Diallo, Pascal Blanchard ou François Durpaire, estimait ainsi qu'en s'interdisant de mesurer « l'acceptation des groupes dis-

criminés, on se prive du seul outil permettant d'évaluer l'efficacité des politiques publiques et privées ».

Dans la logique de l'antiracisme politique, il convient également d'abandonner la posture d'aveuglement envers les couleurs de peau, qui perpétuerait l'exclusion des minorités, et de poser clairement le problème de l'intégration des minorités. Mais, surprise, l'introduction de mesures de discrimination positive fondées sur des caractères ethniques provoque un certain malaise: « Je ne suis pas fan des quotas », avoue Madjid Messaoudene, qui propose plutôt d'« imposer une vraie bienveillance à l'égard des minorités » afin que celles-ci soient « représentées à des postes à responsabilité ». Le texte pour une « République multiculturelle » appelait lui aussi à encourager « la pluralité » par une « action positive à la française dans la culture, les entreprises, la haute administration, la création entrepreneuriale, le logement, l'éducation [...] ». En résumé, une discrimination positive implicite et officieuse, sans quotas imposés.

L'éventail des propositions concrètes s'arrête là. Davantage inscrit dans le champ des >

“JE NE SUIS PAS FAN DES QUOTAS [PLUTÔT FAVORABLE À] IMPOSER UNE VRAIE BIENVEILLANCE À L'ÉGARD DES MINORITÉS.”

MADJID MESSAOUDENE

► Luttres que dans celui de l'action politique, le nouvel antiracisme est plus à l'aise dans les débats sur le militantisme. Hostiles à l'universalisme, ses représentants ont réussi à installer de nouvelles pratiques. Ainsi Rokhaya Diallo défend-elle avec ardeur et constance la tenue de réunions militantes en « non-mixité raciale », c'est-à-dire interdites aux Blancs. Youcef Brakni, du comité Adama, affiche, lui, la couleur : son but est d'« imposer la question des violences policières dans le débat public, de l'imposer aux mouvements de gauche ». Une logique de pression et de combat culturel donc, plutôt que de propositions politiques précises.

La révolution, et après ?

Assa Traoré estimait en 2018 que « renverser le système ne [pouvait] passer que par une révolution, une belle révolution pour récupérer cette France ». Lors d'une manifestation, le 26 mai 2018, elle a même appelé à une forme de coup d'Etat populaire : « En Afrique, ils vont renverser le président, ils renversent le palais, ils rentrent dans le palais. Ça se passe comme ça, en Afrique, pourquoi ça devrait pas se passer comme ça en France ? » Cela étant, en l'absence de propositions concrètes, on peine à tracer les contours de la société à laquelle voudraient aboutir les antiracistes politiques. La même impasse théorique se pose au sujet du « privilège blanc » ; dans la nuit du 4 août 1789, l'Assemblée nationale constituante avait retiré à la noblesse ses privilèges féodaux. A quoi ressemblerait une abolition du « privilège blanc » ? Puisque les nouveaux antiracistes semblent incapables, pour l'heure, de le formaliser, celui-ci apparaît comme une invitation adressée aux Blancs pour qu'ils battent leur coulpe publiquement, sans changement structurel en vue. Un état de fait qui souligne le risque posé par l'antiracisme politique : attiser une colère, pointer un antagonisme, sans expliquer comment la grande réconciliation s'opérera. Si tant est que tel est bien leur objectif. ■ P.C. ET H.M.



LES ANGLAIS MORTS DU RACISME

MANIFESTATION CONTRE LE RACISME ANTI-ASIATIQUES
à Paris en septembre 2016, à la suite de l'agression mortelle, à Aubervilliers, de Chaolin Zhang, un couturier chinois de 49 ans.

En installant un face-à-face manichéen entre « Blancs » privilégiés et « racisés » victimes d'oppressions, le nouvel antiracisme politique fait l'impasse sur les discriminations qui peuvent s'exercer entre « dominés ».

Il est déplaisant de se livrer à un exercice qu'on a toujours repoussé autant par instinct que par conviction : celui de la concurrence victimaire, du peu ragoûtant décompte des torts commis et des affronts subis par telle ou telle « communauté », dans une course néfaste à celui-qui-sera-le-plus-oppressé. A l'heure où l'antiracisme qui émerge et que l'on appelle « politique » enferme parfois le débat dans un schématisme mortifère, il s'agit simplement de rétablir de la nuance et des faits. Et de montrer comment les nouvelles priorités revendiquées peuvent produire l'effet pervers... d'abandonner tout discours sur un certain racisme. Beaucoup de ces militants se figurent une situation binaire : il y a les Blancs, dominants, bénéficiant d'un « privilège » qui les avantage à chaque étape de leur existence sans même qu'ils en aient conscience. Et puis les « racisés », tous ceux qui ne sont pas blancs, et donc

oppressés, de leur naissance jusqu'à leur mort, quel que soit leur statut social. Au cœur de leur analyse, il y a la contestation d'un universalisme dévoyé qui proclamerait l'égalité de droit entre tous les individus pour mieux rester aveugle aux discriminations de fait qui touchent des parties entières de la communauté nationale. Séduisant pour certains, ce tableau a pour angle mort ces situations où l'identification du « dominé » et du « dominant » n'est pas si évidente. Il peut pourtant s'agir de haine raciale. Les préjugés racistes infligés à des « dominés » par d'autres de ces « dominés » existent, mais restent souvent introuvables dans les discours militants, car n'entrant dans aucune de leurs cases. Les discriminations anti-Asiatiques dans de nombreux quartiers populaires, qui ont poussé plusieurs milliers de personnes à manifester en août 2016, ne sont jamais évoquées. Les expéditions

punitives menées contre les Roms en Seine-Saint-Denis, ceux-ci étant accusés de tort de kidnapper des enfants, non plus. Et qui parle encore du fait que les Français de confession juive, à peine un demi-million de personnes, concentrent chaque année davantage d'actes hostiles et se voient parfois obligés de fuir leur quartier ainsi que l'école publique pour trouver sécurité et tranquillité ? Silencieux sur ces exemples, les antiracistes antiuniversalistes préfèrent parler de « racisme systémique » : il n'y aurait racisme que si les discriminations sont institutionnalisées, exercées par l'Etat et imprégnant toute la société. Ainsi le sociologue Eric Fassin estime-t-il que l'insulte « sale Blanc » ne relève pas du racisme mais de l'« agression ». Et si l'on cessait d'examiner la couleur de peau de la victime et du coupable avant de se décider à condamner la violence du racisme ? ■ H.M.